

Les conséquences économiques du conflit Ukrainien : vers l'émergence de l'économie militaire,

**Conférence Athéna 8, par le Dr. Grégory Chigolet et le Contrôleur adjoint des
Armées Paul La Combe le 22 novembre 2022**

Grégory Chigolet, diplômé en mathématiques de la faculté des sciences d'Orsay et titulaire d'un master de science politique, est docteur en science économique de l'Université Paris I. Après avoir enseigné la microéconomie et l'algèbre linéaire à l'université puis en école supérieure de gestion, Grégory Chigolet a exercé les fonctions d'adjoint au chef du bureau pilotage des ressources de la DRH de l'armée de l'Air et travaille actuellement à l'État-major des armées.

Le Contrôleur adjoint des Armées Paul La Combe, diplômé de l'école militaire de Saint-Cyr, de l'Institut d'Études politiques de Bordeaux ainsi que de l'ESCP Business School, a effectué une première partie de carrière au sein de l'armée de Terre (cavalerie et OTAN). Brevet de l'école de guerre, Paul la Combe a rejoint le Contrôle général des armées en 2022.

Un manque de théorisation de l'arme économique

À la lumière du conflit russo-ukrainien, pour appréhender, modéliser et comprendre une situation d'économie de guerre, il apparaît nécessaire de définir un cadre plus large englobant tout le système économique-militaire.

Il faut prendre garde à certains termes galvaudés dans le domaine de la macro-économie. À titre d'exemple, le PIB : celui de la Russie est sensiblement du même niveau que celui de l'Espagne (environ 1,7 milliard de \$). Les sanctions économiques devraient rapidement mettre à bas le pays ; or il n'en est rien. En effet, des secteurs importants pour la guerre, tels que l'armement, la métallurgie, le nucléaire, sont en Russie peu dépendants du commerce international. Par ailleurs, si l'on raisonne en parité de pouvoir d'achat, la situation au niveau mondial de la Russie est très différente.

L'effet économique du conflit de 2014 est maintenant lointain.

En 2022, les sanctions occidentales ont conduit, en retour, à une riposte de la part de la Russie qui se trouve en position de force sur certains domaines, comme l'énergie ; et les conséquences sur la partie occidentale s'ajoutent aux effets économiques post-COVID.

La situation d'avant 2022

Avant le début du conflit, la situation en Europe était assez fragile.

En France, l'indicateur d'incertitude figurant dans l'enquête mensuelle de la Banque de France, indicateur dont la valeur normale est de 100, avait fluctué de 200 avec la crise des gilets jaunes puis les mouvements sociaux qui ont suivi, jusqu'à 400 lors du premier confinement, puis 300 au début du conflit ukrainien. Or l'incertitude, comme la confiance, sont des facteurs décisifs pour l'évolution de la conjoncture économique.

La crise sanitaire du COVID a conduit à une chute des PIB et une forte augmentation des dettes publiques.

Le redémarrage des importations et exportations a été lent.

En parallèle, les taux d'intérêt ont commencé à remonter et l'inflation s'est installée, avec des prix qui avaient déjà augmenté en 2021 à la suite du COVID, des pénuries et du renchérissement des transports.

Les conséquences du conflit

Sur le plan économique, le conflit ukrainien entraîne des conséquences classiques, comme toute guerre, et des conséquences liées aux sanctions.

Les conséquences classiques affectent essentiellement l'Ukraine, qui est le théâtre des combats. L'impact est important sur l'agriculture, l'Ukraine étant un pays très agricole (tournesol, blé, maïs ...) et sur les ressources minières et industrielles, particulièrement à l'est du pays. Le conflit a conduit à un effondrement d'environ 35 % du PIB ukrainien, alors que dans le même temps le PIB de la Russie a, lui, diminué d'environ 3%.

Les conséquences liées aux sanctions affectent davantage les pays européens que la Russie. Cela s'explique notamment par le fait que l'Union européenne fonctionne selon un modèle de Ricardo, fondé sur les gains à l'échange et la spécialisation, alors que la Russie fonctionne selon un modèle FIFI, avec une planification partielle, une production pour soi-même, et des importations de seulement quelques partenaires fiables (Chine).

Les sanctions occidentales contre la Russie visaient un impact :

- sur l'économie réelle, pour créer des pénuries ; mais la Russie a pu réagir par des augmentations de production locale et le recours au commerce avec des pays non hostiles comme la Chine ;
- sur la monnaie ; mais pour contrer l'inflation, la Russie a exigé des paiements en roubles ;
- sur les liquidités, pour isoler la Russie des marchés financiers.

Globalement, l'effet est donc peu important pour la Russie.

En revanche, les effets sont plus importants sur les pays européens, avec les difficultés sur le plan énergétique et une accélération de l'augmentation des prix, entraînant un recours à la remontée des taux d'intérêt. Les perspectives de croissance pour 2023 ont été estimées à seulement + 0,5% en zone Euro et à 1% pour les USA.

Vers une théorisation de l'économie militaire

En conclusion, pour modéliser le fonctionnement d'une économie en situation de guerre, il convient de prendre en compte toute sa complexité, en incluant naturellement la BITD, avec ses composantes de R&D et d'effet multiplicateur des exportations. Et l'économie militaire doit examiner la dimension économique de la conflictualité, à tous les stades du conflit : avant, pendant, après.

Philippe Leroy